

Jeudi 20, on se rejoint tous à la manif !

Nous sommes à un moment véritablement décisif de l'histoire du ministère de la culture, et de celle des politiques publiques culturelles.

Depuis leur arrivée, Nicolas Sarkozy et son gouvernement déploient tout un arsenal de mesures, parfaitement cohérentes entre elles, remettant très concrètement en cause la légitimité de l'engagement historique de l'État en matière de soutien à la création, de préservation, de présentation et de valorisation du patrimoine, de promotion et de développement de la diversité culturelle, d'aménagement et de maillage culturels du territoire, etc. **L'idée même que la culture relève d'une responsabilité publique, et non des lois du marché et des logiques de la rentabilité financière, est aujourd'hui profondément remise en question.**

- ▶ Restrictions budgétaires et désengagement financier sans précédent de l'État,
- ▶ plan pluriannuel de suppressions massives d'emplois,
- ▶ « allègement », par pans entiers, de l'administration par le biais d'une réduction draconienne du nombre des directions d'administration centrale,
- ▶ destructuration et fragilisation accrue du réseau des services déconcentrés,
- ▶ course aux financements privés,

- ▶ gestion et évaluation des politiques et des services par des « indicateurs de résultats ou de performance », purement comptables, établis puis analysés par des cabinets privés,
- ▶ externalisation et privatisation à tout-va des missions dites d'opérateur et de service,
- ▶ nouveaux transferts de charges aux collectivités territoriales

ne sont que quelques unes des facettes de cette politique visant, à terme, à démanteler le ministère de la culture.

La Révision générale des politiques publiques – RGPP – réalise la synthèse complète de toutes ces régressions, planifiées par des officines dont l'extrémisme des convictions libérales n'a d'égal que la brutalité des procédés. C'est une offensive de très grande envergure contre le service public, la Fonction publique et, pour ce qui nous revient directement, contre notre département ministériel, ses structures, menaçant lourdement ses capacités d'action comme ses moyens de fonctionnement.

En parallèle, pour accompagner la RGPP et parvenir à réaliser un « dégraissage » massif et durable des effectifs, le ministre en charge de la Fonction publique s'apprête à porter devant le Parlement des projets de textes législatifs constituant des très graves atteintes au Statut général des fonctionnaires et agents publics, afin de le rendre soluble dans le libéralisme.

Dans un tel contexte, nous n'avons objectivement d'autre alternative que celle de nous mobiliser très puissamment pour relayer et amplifier les luttes qui, sur les mêmes enjeux, se développent actuellement dans de nombreux autres ministères. **Très vite aussi - nous y travaillons d'arrache-pied - nous allons tous converger et unir les rangs pour faire reculer le gouvernement.**

Forts du succès de la journée d'action et de grève du 21 février dernier à la culture, il nous faut impérativement poursuivre et étendre cette bataille dans toutes les structures du ministère. **Tel est le sens de la journée du 20 mars qui, sur la base d'un appel à la grève, verra une manifestation nationale à Paris ainsi que de multiples autres actions en province.**

Une page essentielle de l'histoire du ministère de la culture est en train de s'écrire.

A tous les degrés, l'ensemble des personnels sans exception est directement concerné. Nous devons donc tous être impliqués dans la lutte, et tous sur le pont.

On se rejoint donc toutes et tous à la manif, et très forte, et très belle elle sera.

La construction d'un monde meilleur passe également par ce combat-là !

Paris, le 14 mars 2008